

Traduction

Discours  
prononcé par M. Helmut Schäfer,  
Ministre adjoint aux Affaires étrangères,  
à l'occasion de l'ouverture de la  
Conférence de la Fondation Friedrich Ebert sur  
"La démocratie en Afrique - un nouveau départ?"

C'est pour moi une grande joie de pouvoir saluer, au nom du gouvernement fédéral, les participants à la Conférence de la Fondation Friedrich Ebert sur "La démocratie en Afrique - un nouveau départ?". La grande résonance et la présence de hautes personnalités dans cette assemblée soulignent l'importance et l'actualité de ce sujet.

Au cours des voyages que j'ai moi-même effectués l'année dernière dans douze pays africains, je n'ai cessé de constater que les Africains prennent également ce sujet à cœur. L'esprit de la démocratie gagne l'ensemble du continent. Dans tous les pays d'Afrique, ce sujet donne lieu à des discussions souvent passionnées, et dans certains grands Etats d'Afrique, des orientations décisives ont déjà été prises.

Lorsque nous parlons de l'évolution de l'Afrique vers la démocratie, nous devrions nous rappeler ceci: l'Afrique a des traditions démocratiques que les Européens connaissent beaucoup trop peu. En effet, dans nombre de régions africaines, les souverains traditionnels n'ont jamais exercé un pouvoir absolu. En tant que serviteurs du peuple, ils étaient intégrés dans sa religion et dans ses traditions. Ils bénéficiaient de la confiance et de l'adhésion de l'ensemble de la population et étaient en contact permanent avec ses porte-parole. C'est donc à juste titre que les hommes d'Etat et scientifiques africains soulignent cette contribution originale à un développement démocratique autonome de leur continent.

L'idée de la démocratie a ainsi toujours été enracinée en Afrique. Des jalons fondamentaux avaient déjà été posés avant que le changement en Europe orientale n'imprime aux réformes politiques et économiques un nouvel élan. D'importantes mesures de réforme économique, dont les premiers résultats apparaissent aujourd'hui, avaient déjà été mises en route dans la deuxième moitié des années quatre-vingts.

Une série d'Etats africains avaient depuis de nombreuses années déjà des structures démocratiques éprouvées. Je ne citerai que le Botswana, le Sénégal, la Gambie, le Zimbabwe et l'île Maurice. En accédant à l'indépendance, la Namibie devint un pays démocratique. Dans d'autres Etats, les gouvernements démocratiques ont dû essuyer des revers passagers et ont été

temporairement remplacés par l'hégémonie d'un parti unique ou d'un régime militaire.

Je voudrais souligner les efforts que les Africains ont déployés pour frayer le chemin aux idées des droits de l'homme et de la démocratie. Je ne mentionnerai que l'importante Conférence de Banjul en 1981 et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples qui trace la voie à suivre ainsi que les réunions régulières de la Commission dans le cadre de cette Charte. Par ailleurs, je voudrais rendre hommage aux Conférences d'Abuja, de Khartoum et en particulier d'Arusha. C'est à Arusha que l'"African Charter for Popular Participation" a été adoptée, un document particulièrement important pour la poursuite de l'évolution de l'Afrique. Il y a quelques semaines, le sujet de la Conférence d'aujourd'hui était au centre des discussions du Congrès de Kampala sur la "Global Coalition for Africa". Enfin, il y a seulement quelques jours, du 25 au 29 mai, se tenait à Dakar la Conférence panafricaine sur la démocratie et la maîtrise de la transition en Afrique. Pour la première fois, il a été question à Dakar de la création d'une commission africaine pour une aide à la démocratisation et aux élections.

L'acheminement actuel de l'Afrique vers la démocratie revêt de nombreuses formes et porte différentes empreintes. Comment pourrait-il en être autrement sur un continent qui, en dépit de toutes ses ressemblances, connaît les traditions et cultures les plus diverses? Une série d'Etats ont récemment tenu des élections et constitué de nouveaux gouvernements démocratiques. D'autres sont encore engagés dans la préparation de conférences nationales ou d'élections.

En Afrique du Sud, nous assistons à la transformation dramatique et fondamentale d'un Etat qui a décidé de remplacer l'apartheid par une société non raciste offrant les mêmes droits à tous les citoyens. Après avoir opprimé violemment pendant des décennies la majorité de la population et bloqué le développement de nombreux Etats, l'Afrique du Sud peut devenir grâce à sa future constitution et à une société tolérante et libérale un Etat exemplaire pour la région, ce que nous espérons vivement.

Les constitutions des Etats africains et leur réalité constitutionnelle montrent que l'Afrique crée ses propres structures démocratiques. Ce qui ne peut surprendre! En Europe également, les différents systèmes démocratiques se ressemblent mais présentent néanmoins des différences caractéristiques. Même sur des notions essentielles, telles que le fédéralisme, notre interprétation diffère de celle d'autres Etats d'Europe ou des Etats-Unis. Le mode de scrutin proportionnel qui prédomine sur le continent européen n'est par exemple guère connu de la population aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne où le scrutin est majoritaire. La démocratie la plus ancienne de notre continent, la Suisse, a quant à elle une solide tradition de référendums directs et est un pays gouverné, à l'échelon fédéral, d'une manière largement consensuelle, par une coalition des partis les plus importants.

Il n'est donc pas étonnant que l'Afrique développe de nouvelles formes de participation. En effet, elle possède ses propres traditions et plus des deux tiers de la population dans la plupart de ses Etats pratiquent encore une économie de subsistance. Il est crucial que des principes démocratiques essentiels, tels que le respect des droits fondamentaux de l'homme et du citoyen et la participation de la population aux décisions importantes restent garantis. En outre, il est tout aussi important de contrôler le pouvoir lorsqu'il est entre les mains d'une seule personne. Cela contribuerait notamment à restreindre la mauvaise gestion et le gaspillage de ressources précieuses.

La participation de la population rurale aux processus politiques et économiques demeure un défi prioritaire, car la démocratie ne concerne pas seulement les élites citadines mais l'ensemble de la population.

Les Etats africains ont accompli un exploit politique tout particulier en réussissant jusqu'à maintenant à réaliser dans la paix le passage à des structures pluralistes. Il y a eu certes des turbulences et malheureusement aussi des affrontements sanglants. Ils ne jouent cependant qu'un rôle mineur dans le cadre de cette évolution pacifique impressionnante vers un ordre démocratique. La population africaine et ses dirigeants politiques ont ainsi fait preuve de maturité, de discernement et de responsabilité et méritent que nous leur rendions hommage.

Ce passage pacifique montre également que l'on s'est rendu compte que le monopartisme ou les gouvernements militaires n'ont pas été en mesure de résoudre les problèmes politiques et économiques du continent. En affirmant cela, je ne veux pas remettre en question le fait que le monopartisme en Afrique, à la différence de l'Europe orientale, a su parfois assurer un haut degré de liberté et de tolérance ainsi que de nombreux droits de participation. Ces gouvernements n'ont cependant répondu que partiellement à la demande des hommes et des femmes aspirant à la liberté et à l'égalité des droits et n'ont souvent pas pu régler le problème des tensions ethniques. Les systèmes gouvernés par un parti unique n'offrent en outre aucune garantie contre les abus de pouvoir.

Au contraire: de même qu'en Europe orientale, où les nationalités ont été opprimées au nom de l'idéologie communiste, les gouvernements africains fondés sur un parti unique ont souvent pratiqué une oppression ou même une persécution sanglante des ethnies différentes. Le fait que l'on ait pu s'entendre sur des élections démocratiques, en particulier en Afrique australe ainsi qu'en Ethiopie qui ont été marquées par des décennies de guerres civiles et de conflits raciaux, fait renaître l'espoir. Nous sommes confiants: le pluralisme et le respect des minorités peuvent contribuer à apaiser les tensions ethniques et racistes. Il s'agit là d'une tâche difficile mais faisable. En ce qui concerne les Etats plus grands, nous avons fait l'expérience qu'une structure fédérale faciliterait la mise en oeuvre de cette tâche.

Le gouvernement fédéral appuie et encourage les réformes politiques et économiques vers lesquelles l'Afrique s'oriente. Le ministère fédéral des Affaires étrangères a créé avec l'accord du Bundestag un fonds d'aide à la démocratisation qui répond à cette volonté politique. Ce fonds a déjà servi à soutenir les élections en Zambie. Une assistance électorale à l'Ethiopie, à l'Angola, au Ghana, au Libéria et à d'autres Etats est en préparation.

Le gouvernement fédéral est en outre prêt à aider tout particulièrement, dans le cadre de la coopération au développement, les Etats qui poursuivent des réformes politiques et économiques systématiques.

Nous concertons cette politique avec nos partenaires européens. Le respect des droits de l'homme fondamentaux, la participation de la population aux décisions politiques prenant en compte leur héritage socio-culturel, les règles de l'Etat de droit et un ordre économique qui favorise le marché sont pour nous déterminants. Cela veut dire que notre intention est de soutenir les gouvernements respectés et efficaces.

Nous espérons que l'introduction de formes démocratiques aura également des répercussions économiques positives. Les réformes économiques et politiques améliorent les conditions de la croissance économique. Un ordre économique qui favorise le marché et un système politique libéral créent l'espace nécessaire à l'esprit d'entreprise. De telles réformes peuvent conduire à une amélioration décisive des conditions générales. Elles ne sauraient cependant à elles seules garantir la croissance économique à l'avenir. C'est ce que nous constatons également en Europe orientale. Pour cette raison, nous ne devrions pas placer des attentes économiques exagérées dans le processus de réformes actuel. En effet, nous courons le risque de voir se discréditer l'idée démocratique si des succès économiques rapides se font attendre.

Ce sont souvent des développements négatifs qui ont caractérisé l'image de l'Afrique par le passé. Des guerres, des catastrophes, la famine et la baisse des revenus dans beaucoup d'Etats exigent notre attention politique ainsi que notre disponibilité. Ces problèmes persistent dans certains pays. Je ne mentionnerai que la situation en Somalie et la sécheresse catastrophique en Afrique australe qui menace des millions de personnes.

Parallèlement, le continent se trouve engagé dans une profonde mutation politique. Et à votre question sur le nouveau départ, je voudrais répondre ceci: le développement politique actuel de ce continent voisin nous remplit d'espérance sans que nous ignorions pour autant les difficultés à surmonter. Comme par le passé, nous continuerons de fournir une contribution politique et économique au développement des Etats africains. Les approches positives constatées récemment dans de nombreux pays nous encouragent à poursuivre avec le même engagement notre politique vis-à-vis de l'Afrique.